

ÉTUDE DES CAS

**MISE EN ŒUVRE
LOCALE DE GÉNÉRATION
ÉGALITÉ – D'UNE
INITIATIVE MONDIALE
À L'ACTION LOCALE**

INTRODUCTION

IMPRESSION

ONU FEMMES

ONU Femmes est l'entité des Nations Unies qui œuvre en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes. Défenseuse des femmes et des filles, à l'échelle mondiale, elle a été créée pour accélérer les progrès en vue de répondre à leurs besoins dans le monde entier. ONU Femmes appuie les États membres de l'ONU dans la mise en place de normes mondiales visant l'égalité des sexes et travaille avec les gouvernements et la société civile pour élaborer les lois, les politiques, les programmes et les services nécessaires pour garantir que les normes sont efficacement mises en œuvre et profitent réellement aux femmes et aux filles du monde entier. Elle œuvre à l'échelle mondiale pour faire de la vision des objectifs de développement durable une réalité pour les femmes et les filles et soutient la participation équitable des femmes dans tous les aspects de la vie, en se concentrant sur quatre domaines prioritaires stratégiques : Les femmes dirigent, participent et bénéficient de manière équitable des systèmes de gouvernance ; les femmes bénéficient d'une sécurité de revenu, d'un travail décent et d'une autonomie économique ; toutes les femmes et les filles vivent une vie exempte de toute forme de violence ; et les femmes et les filles contribuent et ont une plus grande influence dans la construction d'une paix et d'une résilience durables, et bénéficient de manière équitable de la prévention des catastrophes naturelles et des conflits et de l'action humanitaire. ONU Femmes coordonne et promeut également le travail du système des Nations Unies pour faire progresser l'égalité des sexes.

GÉNÉRATION ÉGALITÉ

Génération Égalité est une initiative multipartite convoquée par ONU Femmes en partenariat avec la société civile, les jeunes, les gouvernements, le secteur privé et les philanthropes pour mobiliser les partenaires, augmenter les investissements, générer des résultats et accélérer la mise en œuvre complète et efficace du Programme d'action de Pékin et des objectifs de développement durable. Génération Égalité est ancrée dans la Décennie d'action des Nations Unies. Elle met l'accent sur la réalisation de l'objectif de développement durable n°5 sur l'égalité des sexes et la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable en faveur des femmes et des filles dans toute leur diversité.

Consultez le rapport sur : commitments.generationequality.org/fr/accountability-report

Les opinions exprimées dans cette publication, qui fait partie d'une série de 6 études des cas commandées par ONU Femmes à Ladysmith, sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles d'ONU Femmes, des Nations Unies, ou de l'une de leurs organisations affiliées. Pour une liste des erreurs ou omissions constatées après l'impression, veuillez consulter notre site Web.

REMERCIEMENTS

Chef, Recherche et données : Papa Seck
Réalisateur de l'étude des cas : Maureen Gitonga et Svenja Siemonsen
Auteurs de l'étude des cas : Norma Patiño Sánchez, Allison Kiehold, Julia Zulver, Isaac Holeman et Lorena Fuentes de Ladysmith

Réviseurs/contributeurs de l'étude des cas : Dr Euphrasie Adjami - Chargée de mission au Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique du Burkina Faso ; Leah Charles Ipinii - Ministère du développement communautaire, du genre, des femmes et des groupes spéciaux, gouvernement de la République-Unie de Tanzanie, Continent ; Mohamed Jabir Makame - Ministère du Développement communautaire, du Genre, des Personnes âgées et des Enfants, Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie, Zanzibar ; Madina Jarbussynova - Ambassadrice itinérante, Ministère des Affaires étrangères du Kazakhstan ; Claire Laura Awuor - Responsable Equality Now ; Phoebe Makungu - Directrice adjointe, Département d'État pour le genre et la discrimination positive, Gouvernement du Kenya ; Shiro Mogeni - Spécialiste du développement du genre, IDLO ; Alex Ndili - Officier de Police chargé de la coordination de Policare ; Yvonne Ndunge - Responsable principale du genre, Judy Ndung'u - PDG, Equality Now ; Département d'État pour le genre et la discrimination positive, gouvernement du Kenya ; Veronica Nduva - Secrétaire principale, Département d'État pour le genre et la discrimination positive, Gouvernement du Kenya ; Bella Nyamisa - Chargée principale du genre, Département d'État pour le genre et la discrimination positive, gouvernement du Kenya ; Emily Opati - Directrice adjointe, Département d'État pour le genre et l'action positive, Gouvernement du Kenya ; Karimi Pamela - Directrice adjointe chargée du genre, comté de Nairobi ; Nicholas Songok - Responsable politique, Conseil anti-MGF ; Alberta Wambua - Gestionnaire, Centre de rétablissement contre la Violence sexiste et sexuelle (GBVRC) ; Ada Wanzala - Assistante de programme, Centre de collaboration pour le genre et le développement, Dina Amrisheva, Asha Meagher, Raymond Shama, Adilya Tugel (tous ONU Femmes)

Production, communication et diffusion : Svenja Siemonsen, Carla Arita Carozzo

Éditeur : Jen Ross
Conception : Design plus
© ONU Femmes 2023
Fabriqué aux États-Unis. Tous droits réservés

Le Forums Génération Égalité, organisé en 2021 à Mexico et à Paris pour marquer le 25e anniversaire de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Pékin, 1995), est apparu comme une initiative multipartite mondiale visant à accélérer la lutte en faveur de l'égalité des sexes. Génération Égalité a établi des engagements concrets et des plans d'action pour la période 2021 à 2026. Elle vise à mobiliser l'action mondiale aux niveaux local, national et régional, à susciter des actions intergénérationnelles, à stimuler les investissements publics et privés et à améliorer la redépassibilité. Pour coordonner et mettre en œuvre les engagements, le Forum rassemble les parties prenantes dans six [Coalitions d'action](#) et un [Pacte sur les femmes, la paix, la sécurité et l'action humanitaire](#).

Génération Égalité a été conçue comme une initiative visant à accélérer les résultats du niveau mondial aux niveaux régional, national et local, reconnaissant l'importance de mettre en synergie le dialogue international entre de multiples parties prenantes avec une action collective menée au niveau local qui s'appuie sur l'expertise et les connaissances locales des diverses parties prenantes. Depuis sa création, la mise en œuvre locale est une priorité intrinsèque pour Génération Égalité.

La mise en œuvre locale est considérée comme la clé d'une planification, d'une mise en œuvre et d'un suivi adéquat des engagements de Génération Égalité.

2023 marque la mi-parcours de Génération Égalité, offrant l'occasion d'une réflexion collective sur les progrès, les leçons apprises, les défis et les opportunités pour l'avenir. Cette étude des cas analyse les efforts de mise en œuvre locale, en s'appuyant sur les enseignements de l'Enquête sur les rapports sur les engagements de 2023 et à travers une série d'entretiens avec des informateurs clés (KII) menés en août 2023 avec les gouvernements du Burkina Faso, du Kazakhstan, du Kenya et de la République-Unie de Tanzanie, pour explorer comment les efforts de mise en œuvre locale de Génération Égalité sont institutionnalisés. Leur engagement en faveur de l'égalité des sexes est antérieur à leur participation à Génération Égalité, mais l'initiative a suscité de nouvelles actions et engagements et a finalement donné une dynamique. Ces efforts ont positionné ces pays comme des leaders dans la lutte contre les inégalités persistantes entre les sexes et dans la résolution de problèmes allant de l'autonomisation économique des femmes et de la Violence sexiste et sexuelle (VSS) à la promotion de la liberté de disposer de son corps, la santé et les droits sexuels et reproductifs (DSR).

Qu'est-ce que la mise en œuvre locale ?

Pour Génération Égalité, la mise en œuvre locale fait référence au processus de traduction des agendas et des initiatives multipartites du niveau mondial aux niveaux national et local. Elle promeut l'appropriation conjointe de la planification, de la mise en œuvre et du suivi des engagements par les acteurs étatiques et non étatiques. Cela nécessite de combiner les connaissances locales avec des partenariats multipartites actifs au niveau international.

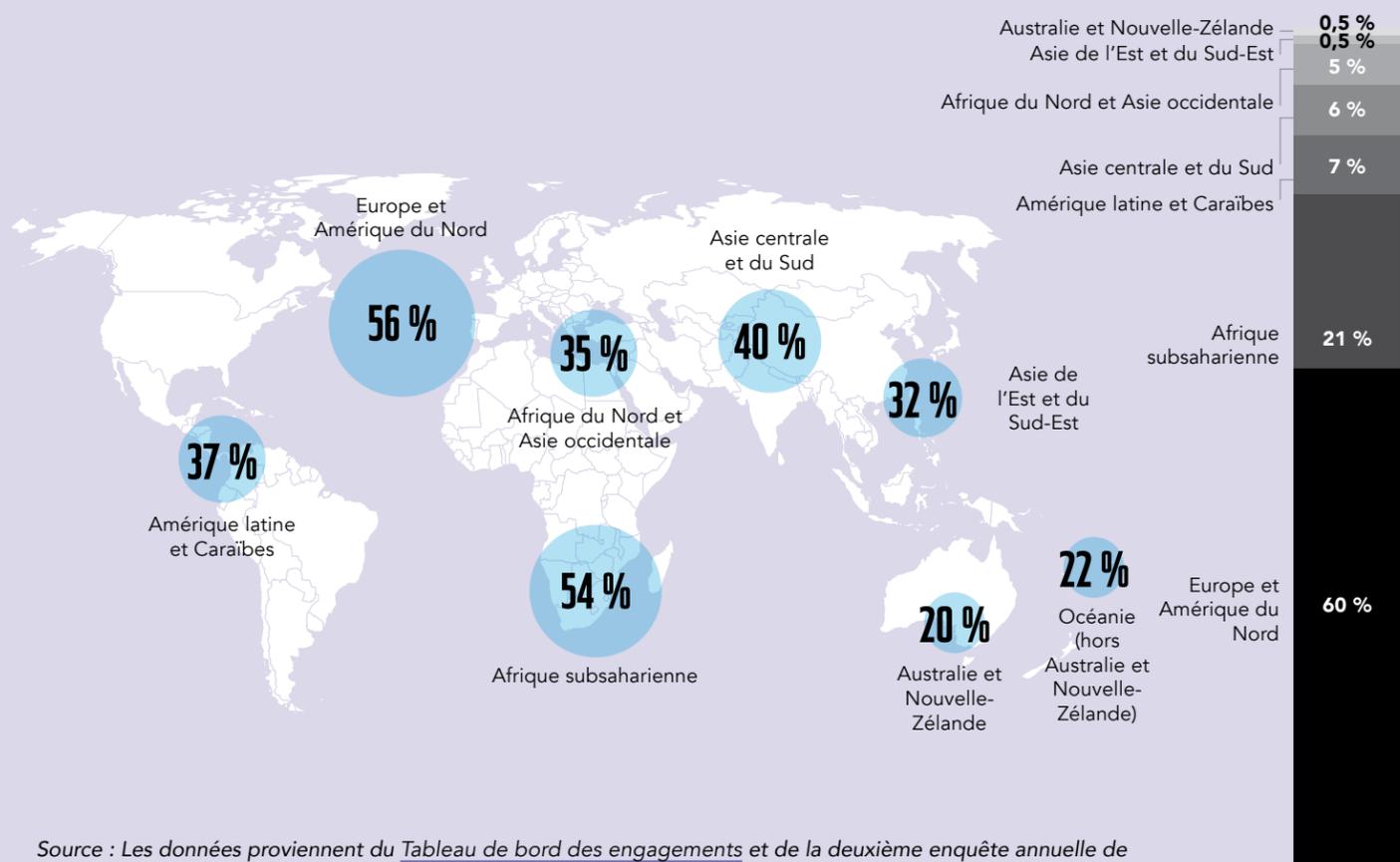


Foto : ONU Femmes/Ploy Phutpheng

PRINCIPALES CONCLUSIONS



OÙ LES ENGAGEMENTS RAPPORTÉS SONT-ILS MIS EN ŒUVRE ?¹



Source : Les données proviennent du [Tableau de bord des engagements](#) et de la deuxième enquête annuelle de rapport sur les engagements.²

1 La carte illustrant la région de mise en œuvre et le graphique des engagements par région d'origine représentent tous les commentaires couverts dans l'enquête – financiers, politiques, de plaidoyer et programmatiques.

2 L'enquête a été réalisée entre mai et juillet 2023. Dans l'ensemble, 42 pour cent des décideurs ont déclaré (contre 26 pour cent en 2022) 69 pour cent des engagements (plus du double du taux de déclaration de l'année dernière de 31 pour cent des engagements). Malgré certaines limites méthodologiques, le taux de réponse élevé à l'enquête fournit un rapport solide sur les engagements pour une redevabilité et une meilleure compréhension des progrès réalisés au cours des deux dernières années. Voir [Rapport Génération Égalité 2023 - Note technique](#) pour plus de détails

1 La mise en œuvre locale brise les silos, augmentant ainsi l'appropriation, la collaboration et la coordination. Au Burkina Faso, au Kazakhstan, au Kenya et en République-Unie de Tanzanie, les comités directeurs interministériels ont contribué à briser les cloisonnements et à améliorer la collaboration et la coordination entre les parties prenantes. Cela s'est traduit par un sentiment accru d'appropriation des engagements de Génération Égalité de la part des gouvernements, des organisations de la société civile (OSC) et du secteur privé, ainsi que par un renforcement de l'action collective. Par exemple, au Burkina Faso, les décisions du Comité national de suivi des engagements régionaux pris lors du Forum Génération Égalité sont prises en consensus avec les OSC et des ateliers sont organisés pour préparer des propositions de projets communs afin d'obtenir un financement national ou international consacré à la santé sexuelle et reproductive.



2 La volonté politique au plus haut niveau a un effet domino en stimulant les allocations budgétaires. Au Kenya, au Kazakhstan et en République-Unie de Tanzanie, les engagements du gouvernement en matière de Génération Égalité ont été défendus par le Président, comme par exemple à travers le plan en 12 points du Kenya sur la Violence sexiste et sexuelle.³ Ce soutien politique a permis aux engagements de conserver leur importance malgré les changements de gouvernement et a contribué à donner la priorité aux budgets nationaux en faveur de la mise en œuvre des engagements. Par exemple, pour lutter contre la Violence sexiste et sexuelle, le Kenya a alloué 3,4 milliards de shillings kényans (environ 25 millions de dollars) à la mise en œuvre d'une politique "Policare" (qui combine délibérément les mots « police » et « soins ») ; tandis que la République-Unie de Tanzanie a consacré 4 milliards de shillings tanzaniens (environ 1,5 million de dollars) à l'autonomisation économique des femmes ; et le Kazakhstan a continué de soutenir financièrement l'Initiative Spotlight (avec 400 000 de dollars en 2024 et le même montant attendu pour 2025) via son budget national en plus des 70 000 dollars alloués à l'Initiative en 2021-2022. En outre, le Kazakhstan a investi plus de 6 millions de dollars dans le développement de centres d'entrepreneuriat pour les femmes, 6 millions de dollars pour étendre le réseau d'établissements préscolaires et 796 millions de dollars pour financer la garde d'enfants.



3 Génération Égalité a créé un cadre de redevabilité et de partage des connaissances qui profite mutuellement aux acteurs étatiques et non étatiques. Les pays ont mis en place des cadres de suivi régionaux, nationaux et infranationaux pour suivre les progrès de la mise en œuvre par les acteurs étatiques et non étatiques des engagements afin d'apprendre, de collaborer et de corriger leur trajectoire, si nécessaire. Le Burkina Faso, par exemple, dirige un comité de coordination régionale qui examine les plans d'action nationaux des pays participants de la région francophone de l'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Bénin, Guinée, Mali, Niger, Sénégal et Togo). En République-Unie de Tanzanie, les organisations dirigées par des jeunes et celles de la société civile participent à la planification et à la prise de décision au sein des comités directeurs nationaux et locaux, ancrant les actions conjointes sur les besoins et les priorités locales.



3 Voir « [Forum Génération Égalité : Feuille de route du Kenya pour faire progresser l'égalité des sexes et mettre fin à toutes les formes de Violence sexiste et sexuelle et de mutilation génitale féminine d'ici 2026](#) ».

ANALYSE DES EFFORTS DE MISE EN ŒUVRE LOCALE

Dans les quatre pays, la mise en œuvre locale a été menée par le gouvernement national. À l'image de la méthodologie multipartite mondiale de Génération Égalité, les gouvernements ont créé des comités directeurs nationaux composés de partenaires et de donateurs internationaux, d'organisations de la société civile (OSC), d'organisations dirigées par des jeunes et de représentants du secteur privé, chargés de

Mettre Génération Égalité en œuvre locale brise les silos

L'approche globale de Génération Égalité en matière de partenariats collectifs multipartites entre acteurs étatiques et non étatiques est reproduite aux niveaux régional, national et infranational. Dans le cas des quatre pays étudiés, les partenariats multipartites ont été facilités par la création de comités directeurs régionaux, nationaux et sous-nationaux composés de représentants du gouvernement, d'entités multilatérales, du secteur privé, d'organisations dirigées par des jeunes et d'OSC. Les comités, établis au niveau régional, national ou infranational, sont chargés de valider et d'examiner les engagements, d'évaluer les plans d'action annuels, de suivre les progrès de la mise en œuvre et de rendre compte.

L'établissement d'un comité national multipartite présidé par le ministère ou le département chargé des questions de genre est commun à tous les pays analysés.

Au Kazakhstan, le gouvernement a créé un Secrétariat national de la Coalition d'action pour renforcer la collaboration entre différents secteurs. Le Secrétariat, établi en coopération avec le bureau pays de ONU Femmes, fournit un soutien technique aux partenaires nationaux et coordonne également les actions de vingt organisations étatiques et de la société civile qui mettent en œuvre leurs engagements. De manière complémentaire, le Kazakhstan a créé un groupe de suivi au sein duquel les représentants des ministères concernés se réunissent chaque trimestre pour suivre les progrès et discuter des mesures d'ajustement (le cas échéant) afin de rester sur la bonne voie pour la mise en œuvre des engagements.⁴ En conséquence, l'intégration de la dimension de genre est devenue plus répandue au sein des institutions publiques.

⁴ Parmi les participants figurent les ministères de l'Économie nationale, de l'Information et du Développement social, du Travail et de la Protection sociale, de l'Intérieur, de la Justice, de la Santé et de l'Écologie, ainsi que la Cour suprême, le Bureau du Procureur général, la Chambre nationale des entrepreneurs et l'Institution pour le Développement de l'État.

valider et d'examiner les engagements et d'évaluer les plans d'action annuels, de surveiller les progrès de la mise en œuvre et d'établir des rapports, notamment au moyen de rapports publics. En outre, les départements et ministères de la République-Unie de Tanzanie et du Kenya ont créé des comités directeurs au niveau des comités pour faciliter la collaboration au niveau local.

De même, le Kenya a établi une structure de direction à trois niveaux pour suivre les progrès dans la mise en œuvre des engagements de Génération Égalité, composée du Comité consultatif national, du **Comité directeur national** et d'un **Secrétariat**. Ces mécanismes de coordination ont des liens avec les **groupes de travail sectoriels** sur la Violence sexiste et sexuelle et les mutilations génitales féminines au niveau national et au niveau des comités – qui sont des comités du Forum intergouvernemental sur le genre et du groupe de travail sectoriel sur le genre au niveau des comités créés en 2019 et sont composés d'acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux. Au sein du Comité directeur, le Département d'État élabore des priorités, surveille les progrès et discute de la budgétisation avec les OSC, telles qu'Equality Now et les organisations dirigées par des jeunes. Cette combinaison d'acteurs étatiques et non étatiques est considérée comme essentielle à la durabilité des initiatives en faveur de l'égalité des sexes au Kenya. Travaillant entre agences et secteurs, l'engagement avec la société civile a été essentiel pour assurer la continuité et l'attention du public autour de la Violence sexiste et sexuelle (VSS) en tant que question prioritaire nationale. Ce type d'engagement a également permis à deux administrations politiques distinctes de donner la priorité au programme sur la Violence sexiste et sexuelle (VSS), ce qui est remarquable dans la mesure où les changements politiques peuvent parfois constituer des obstacles importants à la continuité et à la progression de programmes spécifiques. Grâce à ces efforts collectifs, les cas de MGF ont diminué à travers le Kenya.

De même, en République-Unie de Tanzanie, le président a nommé un **comité consultatif national** en 2021 pour travailler en étroite collaboration avec le ministère du Développement communautaire, du Genre, des Femmes et des Groupes spéciaux pour défendre la mise en œuvre des engagements de Génération Égalité (sur la justice et les droits économiques des femmes), surveiller la programmation, rendre compte et conseiller le président sur les progrès réalisés. Le Comité consultatif national est composé de 25 membres possédant une expertise dans des secteurs tels que les femmes, les jeunes et les personnes handicapées : 19 de Tanzanie continentale et six de Zanzibar.

Pendant ce temps, au Burkina Faso, les décisions du **Comité national multipartite** sont prises en consensus avec les OSC et des ateliers sont organisés pour préparer des propositions de projets conjoints afin d'obtenir un financement national ou international pour promouvoir l'éducation sexuelle, fournir des soins de santé maternelle gratuits et appliquer systématiquement des unités de santé et des soins de santé en temps de crise intégrés. Un comité technique complémentaire soutient la planification des activités annuelles et assure le suivi au niveau administratif. Le **Comité Technique** vise à garantir l'avancement des initiatives de Génération Égalité et travaille en étroite collaboration avec le Comité National pour organiser et suivre les recommandations.

Les comités nationaux se sont révélés essentiels à la mise en œuvre localisée de Génération Égalité, dans la mesure où les structures qu'ils fournissent facilitent la collaboration et attirent l'attention des responsables gouvernementaux, ainsi que des experts et d'autres acteurs non étatiques. Leur **expérience met en évidence l'importance des comités multi-agences**

et d'une approche « tous sur le pont » pour lutter contre les inégalités entre les sexes, comme l'ont cité les responsables kenyans. L'intégration des initiatives de Génération Égalité à tous les niveaux gouvernementaux a renforcé les programmes et ouvert des opportunités aux secteurs public et privé pour améliorer l'égalité entre les femmes et les hommes, les filles et les garçons. Les différents mécanismes de coordination aux niveaux national et local témoignent de la forte volonté politique et de l'appropriation des efforts visant à faire progresser l'égalité des sexes en renforçant l'action collective et en éliminant les cloisonnements entre l'État et les acteurs non étatiques.

Le Kenya et la République-Unie de Tanzanie ont encore renforcé leur collaboration au niveau sous-national/du comté et favorisé une planification et une action locales transformatrices et mesurables. Au Kenya, **chaque comté a un commissaire** qui coordonne différentes initiatives et rend compte aux comités nationaux. La République-Unie de Tanzanie a nommé des **points focaux du gouvernement local** qui occupent une position stratégique pour piloter la mise en œuvre du programme et garantir que les plans et les budgets sont sur la bonne voie. Chaque point focal a pour tâche d'harmoniser et de renforcer le travail des ministères et des agences en intégrant les engagements de Génération Égalité dans les agendas de planification locale. Le Comité national organise régulièrement des forums aux niveaux local et national pour discuter des défis et des opportunités visant à améliorer l'égalité des sexes. Le Comité dispose d'un cadre de suivi et d'évaluation et d'une stratégie de communication qui sont utilisés comme instruments pour préparer le rapport d'avancement de tous les acteurs et secteurs. Au moment de la rédaction du présent rapport, il est proposé de nommer également des points focaux locaux du secteur privé



Foto : ONU Femmes/Ryan Brown

afin qu'ils puissent également rendre compte de leurs conclusions au gouvernement national, complétant ainsi le travail du secteur public.

Les pays défendent l'approche multipartite pour faire progresser les résultats en matière d'égalité des sexes, non seulement aux niveaux national et infranational, mais ils **dirigent également la collaboration avec les pays voisins**. Le Kazakhstan a dirigé les dialogues régionaux sur la Violence sexiste et sexuelle (VSS) en tant qu'hôte de l'Alliance d'Asie centrale pour mettre fin à la Violence sexiste et sexuelle, lancée en juillet 2023, qui vise à accélérer la prévention et à lutter contre la Violence sexiste et sexuelle (VSS) dans la région. La création de l'Alliance est une réalisation clé du programme régional de l'Initiative Spotlight. Depuis son lancement en 2020, le programme a sensibilisé 7 millions de personnes en Asie centrale à l'égalité des sexes et aux masculinités saines, facilité la formation d'un réseau régional de plus de 500 acteurs de la société civile, créé un réseau informel de jeunes et établi une communauté de pratique pour la police. En tant qu'hôte d'un moment régional à mi-parcours de Génération Égalité, le Kazakhstan est également devenu un champion et un ambassadeur de Génération Égalité, réunissant les gouvernements, la société civile et le secteur privé de toute l'Asie centrale pour discuter des progrès et annoncer des engagements en matière de technologie et d'innovation. De même, le Burkina Faso, par l'intermédiaire du Comité de coordination régional qui doit se réunir chaque année, surveille la mise en œuvre du plan de coalition d'action sur les Droits sexuels et reproductifs (DSR) et fait progresser les dialogues sur les engagements nouveaux et révisés visant à renforcer la santé sexuelle et reproductive entre les principaux pays d'Afrique de l'Ouest. Ces espaces offrent aux acteurs l'occasion de partager leurs expériences et d'apprendre les uns des autres. Les décisions sont prises par consensus afin que les diverses opinions soient prises en compte.

La volonté politique suscite le financement de l'égalité des sexes

L'appropriation politique et le soutien au plus haut niveau ont eu un effet domino sur la programmation et ont stimulé les allocations destinées à lutter contre les inégalités entre les sexes dans les budgets nationaux. Génération Égalité a été défendue par les présidents du Kenya et de la République-Unie de Tanzanie, qui ont renforcés leur soutien aux allocations budgétaires nationales dans les deux pays. Plus précisément, la Tanzanie a consacré 4 milliards de shillings à l'autonomisation économique des femmes et le Kenya a consacré 3,4 milliards de shillings à la lutte contre la violence sexiste. L'annonce publique par le président Kenyatta des 12 engagements du pays en matière de Violence sexiste et sexuelle (VSS) lors du Forum Génération Égalité à Paris en 2021 a stimulé la création du Comité directeur national et du groupe de travail sectoriel sur la Violence sexiste et sexuelle (VSS) au cours de la

première année. Depuis lors, les comités nationaux et les secrétariats ont joué un rôle de lobbying en faveur d'une augmentation des allocations budgétaires, en s'appuyant sur l'attention publique significative qui a suivie l'annonce publique des engagements de Génération Égalité. Étant donné que l'un des engagements prévoyait des allocations budgétaires spécifiques pour lutter contre la Violence sexiste et sexuelle (VSS), le gouvernement, en collaboration avec les OSC, a depuis créé 54 refuges privés et centres de secours contre la Violence sexiste et sexuelle (VSS) dans 18 comtés, facilité l'intégration des services de lutte contre la Violence sexiste et sexuelle (VSS) directement dans la couverture sanitaire universelle du pays et créé des Tribunaux spécialisés en matière de Violence sexiste et sexuelle (VSS) pour améliorer l'accès des femmes à la justice.

De même, le fort soutien du gouvernement du Kazakhstan a facilité la réalisation de ses engagements de Génération Égalité au niveau local, avant même le cap des cinq ans. Le gouvernement vise désormais à étendre ses engagements axés sur l'autonomisation des femmes et la numérisation et le fera en tant que membre de la Coalition d'action sur la technologie et l'innovation. Ces actions supplémentaires témoignent de la confiance du Kazakhstan dans le modèle de Génération Égalité et témoignent également de la priorisation politique des actions visant à promouvoir l'égalité des sexes. Cela démontre une fois de plus comment **Génération Égalité stimule la dynamique, et par conséquent les allocations budgétaires, des autorités de haut niveau et comment les actions locales ont des implications régionales.**

Même si la volonté politique au plus haut niveau est importante, **certains pays sont néanmoins confrontés à des difficultés liées à l'absence de budget réservé aux initiatives en faveur de l'égalité des sexes**. Par exemple, au Burkina Faso, les acteurs étatiques et non étatiques ont des idées innovantes sur la manière d'aborder la SHRH, mais le manque de financement ne leur permet d'aborder qu'une fraction des interventions possibles.

Génération Égalité favorise le contrôle et la redevabilité

Les expériences du Burkina Faso et du Kazakhstan démontrent que **Génération Égalité encourage de nouveaux partenariats ainsi que l'échange de connaissances au niveau régional**. Ces pratiques facilitent également la mise en œuvre et le suivi des activités ; par exemple, le dialogue et les forums régionaux ont fourni des espaces de redevabilité et de partage d'idées, ce qui a fait progresser les priorités de Génération Égalité.

En 2021, le Kazakhstan a contribué à la communauté régionale en créant un référentiel de connaissances virtuel en Asie centrale pour partager les meilleures pratiques en matière d'égalité des sexes et de préven-

tion de la violence à l'égard des femmes et des filles. Le référentiel virtuel accueille des discussions approfondies avec des participants de diverses agences gouvernementales, parlementaires, experts et OSC d'Asie centrale et d'Afghanistan. En 2023, le Kazakhstan a officiellement rejoint le Pacte Femmes, Paix, Sécurité et Action Humanitaire (FPS-AH) sous les auspices de Génération Égalité et a fait progresser le programme FPS-AH lors de la présidence du Kazakhstan du Dialogue des femmes d'Asie centrale en 2023. En conséquence, l'initiative d'élaboration du Plan d'action régional pour la mise en œuvre efficace de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies a été soutenue par les partenaires de la région lors de la conférence internationale sur les FPS-AH organisée à Almaty, au Kazakhstan, en octobre 2023.

En tant que chef de file d'une coalition d'action sur les Droits sexuels et reproductifs (DSR), le Burkina Faso est un moteur clé parmi les autres pays d'Afrique de l'Ouest

pour mobiliser, mettre en œuvre et suivre les engagements de Génération Égalité. Le gouvernement du Burkina Faso s'est associé à des organisations de la société civile, notamment des organisations de jeunesse et du secteur privé, pour jouer un rôle de premier plan dans la planification familiale, l'éducation à la vie familiale, la contraception et les centres de santé pour les femmes et les jeunes. Grâce à son travail avec le comité de coordination régional, le Burkina Faso examine les plans d'action nationaux, surveille la mise en œuvre du plan de la Coalition d'action sur les Droits sexuels et reproductifs (DSR) et discute des corrections de cap avec d'autres pays clés d'Afrique de l'Ouest. Par exemple, en juin 2023, le Burkina Faso a accueilli un atelier de suivi sur les engagements régionaux du Forum Génération Égalité. Pour cette rencontre, chaque pays a préparé une présentation de son plan quinquennal, ce qui leur a permis de présenter l'état de leurs actions et de rendre compte des progrès en termes d'avancement sur les Droits sexuels et reproductifs (DSR).



Foto : ONU Femmes/Ryan Brown

RECOMMANDATIONS

Sur la base de ces constats, les recommandations suivantes sont formulées, chacune pour un type spécifique de parties prenantes, afin de contribuer à pérenniser et à approfondir la mise en œuvre locale des engagements de Génération Égalité, pour des progrès et des résultats au niveau local :

1 Pour les gouvernements :

Garantir l'adhésion des principaux acteurs politiques et des autorités locales en prenant des engagements publics aux plus hauts niveaux de gouvernement,



comme facilité par Génération Égalité. Allouer des fonds publics nationaux à ces initiatives, afin de renforcer l'appropriation locale et la durabilité des initiatives en faveur de l'égalité des sexes.

2 Pour les gouvernements :

Il est nécessaire de renforcer leur mécanisme de coordination pour réduire la duplication des efforts, garantir le respect des normes et accroître la redevabilité envers les populations affectées.



3 Pour les pays cherchant à créer des processus localisés :

Créer l'architecture nécessaire pour mettre en œuvre les engagements au niveau local et traduire le programme international d'égalité des sexes aux sphères nationales et locales en apprenant des autres parties prenantes de Génération Égalité. Cela pourrait se traduire par la création de comités directeurs nationaux et/ou régionaux ou de groupes de suivi locaux pour refléter les partenariats multipartites actifs au niveau international. Des experts locaux en matière de genre et des militants des OSC doivent être inclus à toutes les étapes de l'initiative (planification, mise en œuvre, évaluation, etc.).



4 Pour la société civile et les jeunes :

L'expertise déterminante de la société civile au niveau local et communautaire peut constituer un moteur très efficace du changement. Les OSC et les organisations de jeunesse devraient chercher à s'engager de manière continue auprès des organismes gouvernementaux nationaux et locaux pour assurer la poursuite des efforts visant à lutter contre les inégalités entre les sexes, y compris en période de changement politique, ainsi qu'en soulevant les besoins et les priorités des femmes et des filles au niveau populaire.



5 Pour les partenaires et donateurs internationaux :

Le financement et le soutien technique sont des domaines dans lesquels les porteurs d'engagements ont besoin de soutien. Une action collective en faveur de l'égalité des sexes, soutenue par les budgets nationaux et l'appropriation politique, est la recette du succès et doit donc être soutenue par les donateurs. Génération Égalité peut faciliter les échanges sur des financements complémentaires et adaptés.



6 Pour les parties prenantes de Génération Égalité :

Pour mieux mesurer la portée et le succès des efforts de localisation, des indicateurs doivent être développés pour évaluer la manière dont les parties prenantes multisectorielles mènent des actions de manière localisée. De tels indicateurs pourraient être intégrés au cadre de redevabilité et aux méthodes d'établissement de rapports existants.



ANNEXE

Résumé de la méthodologie

Les études des cas ont été élaborées au moyen d'un processus d'examen de la portée, fondé sur des méthodes mixtes s'étendant sur cinq étapes, intégrant des méthodes quantitatives et qualitatives ainsi qu'une analyse approfondie de documents. Comme d'autres études de champ d'application, l'approche méthodologique proposée accorde une priorité égale à la rigueur académique et à la nécessité d'un processus rapide et itératif pour développer des études des cas d'impact pertinentes et opportunes qui démontrent comment Génération Égalité fait progresser le changement.

ÉTAPE 1.

Création et développement du concept : Premièrement, les thèmes prioritaires et les cas pertinents ont été identifiés grâce à une consultation avec l'équipe du Cadre de redevabilité de ONU Femmes et affinés à la lumière d'un examen préliminaire de la littérature de référence sur Génération Égalité. Cette documentation de référence comprenait initialement le Plan d'accélération mondial, le projet de cadre de redevabilité de la Coalition d'action, le Rapport de redevabilité Génération Égalité 2022 et des descriptions de ce qui constitue un engagement politique, financier et collectif.

ÉTAPE 2.

Analyse de documents : Une fois que l'équipe d'étude a assimilé les informations générales connexes, les documents pertinents ont été rassemblés pour chaque étude des cas. Ces documents comprenaient, par exemple, des documents internes et des rapports publics concernant le travail de Coalitions d'action particulières, le texte des engagements qui illustrent des thèmes d'intérêt, ainsi que les sites Web institutionnels et les articles de blog d'organisations susceptibles d'être présentés dans les études des cas. Les résultats préliminaires de l'enquête sur les rapports sur les engagements de 2023 ont été examinés afin de contextualiser les tendances et les cas qui seront présentés dans les rapports des études des cas.

ÉTAPE 3.

Collecte de données : À ce stade, l'équipe d'étude a mené des entretiens avec des informateurs clés, notamment l'équipe du cadre de redevabilité de ONU Femmes, les porteurs d'engagements, les structures de gouvernance de Génération Égalité et d'autres acteurs, tels que les bénéficiaires. Les informateurs ont été sélectionnés sur la base de quatre critères principaux : 1) un degré élevé d'engagement envers Génération Égalité ; 2) une participation substantielle aux initiatives Génération Égalité qui ont démontrées des résultats avancés et progressifs ; 3) la pertinence d'institutions et d'initiatives particulières pour les sujets sélectionnés de l'étude des cas ; et 4) la représentation au sein des Coalitions d'action et des régions.

ÉTAPE 4.

Analyse des données : Les documents et les résultats des entretiens ont ensuite été répertoriés, analysés thématiquement et résumés. L'objectif central de cette étape était de trianguler les résultats de l'analyse des documents et des entretiens avec des informateurs clés, et de contextualiser ces résultats qualitatifs à la lumière des résultats quantitatifs des enquêtes d'établissement de rapports sur les engagements de 2023 et 2022.

ÉTAPE 5.

Révision et finalisation : À ce stade, l'équipe d'étude a produit des deuxièmes versions de chaque étude des cas pour examen par l'équipe du cadre de redevabilité. En plus de faire ressortir les caractéristiques distinctives de chaque cas, cette étape de rédaction visait également à établir une voix et un format cohérents entre les études des cas.

Ressources consultées

- Les données brutes de [Génération Égalité 2023 - Enquête de rapports sur les engagements](#)
- [Tableau de bord des engagements des coalitions d'action du FGE](#)
- [Plan d'accélération mondial des coalitions d'action](#)
- [Rapport de redevabilité Génération Égalité 2022](#)
- [Rapport de redevabilité Génération Égalité 2023](#)
- [Les groupes de travail du secteur genre appellent à l'engagement des hommes dans la lutte contre la Violence sexiste et sexuelle \(VSS\)](#)
- [Forum Génération Égalité au Kenya Premier Anniversaire - Juin 2022](#)
- [Cadre de consultation intergouvernementale pour le secteur genre](#)
- [Equality Now](#)
- [S'unir pour le progrès : Lancement de l'Alliance d'Asie centrale pour mettre fin à la Violence sexiste et sexuelle](#)
- [Programme régional de l'Initiative Spotlight pour l'Asie centrale et l'Afghanistan](#)
- [Agir pour l'égalité](#)
- [Burkina 24, Forum génération égalité en Afrique de l'Ouest francophone : Dr Robert Kargougou encourage la mise en œuvre des engagements pris.](#)
- [Rapport général : Réunion régionale de suivi des engagements DSR/FGE en Afrique de l'Ouest francophone. Ouagadougou, Burkina Faso. 5-7 juin 2023.](#)

La liste des parties prenantes interrogées au Burkina Faso, au Kazakhstan, au Kenya et en République-Unie de Tanzanie se trouve dans la liste des remerciements.



Foto : ONU Femmes

